

DE : C.C.E. BRUXELLES - COL64 - S.G.COL
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 20:15 16-11-84 000065412 - 000081472

TLX NR 202660 / SG / B 11-50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 191 DU 16 NOVEMBRE 1984 ADRESSE A
L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET
D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

LA COMMISSION S'EST REUNIE BRIEVEMENT A DEUX REPRISES A
BRUXELLES ET A STRASBOURG. LES DELIBERATIONS ONT PORTE SUR UN
BON NOMBRE DE DOSSIERS RELEVANT DES AFFAIRES COURANTES, COMME
PAR EXEMPLE LA GESTION DES QUOTAS DE PRODUCTION POUR L'ACIER,
LA SITUATION DU MARCHE DE LA FERRAILLE OU IL Y A DES RISQUES DE
DESEQUILIBRE ET LE REGIME A APPLIQUER A L'AMIDON DESTINE A DES
USAGES INDUSTRIELS (CHIMIE, BIO-TECHNOLOGIE, ETC...) DE MANIERE
A NE PAS DEFAVORISER LES INDUSTRIELS EUROPEENS PAR RAPPORT A
CEUX DE PAYS TIERS QUI PEUVENT S'APPROVISIONNER AUX CONDITIONS
DU MARCHE MONDIAL.

EN CE QUI CONCERNE LES TRAVAUX DU PARLEMENT EUROPEEN, LA
COMMISSION A PRIS NOTE DU VOTE INTERVENU MERCREDI MATIN PAR
LEQUEL LE PARLEMENT A REFUSE D'ACORDER A LA COMMISSION UNE
DECHARGE POUR L'EXECUTION DU BUDGET 1982. LA COMMISSION A FAIT
SIENNES LES DECLARATIONS DU PRESIDENT THORN DEVANT LE
PARLEMENT. CELUI-CI A SOULIGNE QUE LA COMMISSION ETAIT
SOLIDAIRE DEVANT LE PARLEMENT ET NE POUVAIT DONC ACCEPTER LA
MISE EN CAUSE DE CERTAINS DE SES MEMBRES, COMME LE SUGGERE LA
RESOLUTION DU PARLEMENT. LA COMMISSION MAINTIENT EGALEMENT QUE
LE VOTE DU PARLEMENT N'EST PAS OBJECTIVEMENT FONDE ET NE TIENT
PAS COMPTE DES ELEMENTS DE FAIT ET DE DROIT QUE LA COMMISSION A
FAIT VALOIR.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL 'AGRICULTURE' (12 ET 13 NOVEMBRE)

A) SECTEUR VITI-VINICOLE

LE CONSEIL, SUR BASE D'UNE PROPOSITION DE COMPROMIS DE LA
PRESIDENCE, A PROCEDE A UN NOUVEAU DEBAT APPROFONDI SANS
PARVENIR A UN ACCORD. LA PRESIDENCE PRENDRA LES DECISIONS DE
PROCEDURE APPROPRIEES EN VUE DU DEBLOCAGE DE CE DOSSIER QUI
POURRAIT ETRE SOUMIS AU CONSEIL EUROPEEN DE DUBLIN.

B) POLITIQUE DES STRUCTURES

LE CONSEIL, SUR BASE D'UN COMPROMIS GLOBAL ELABORE PAR LA
PRESIDENCE EN COLLABORATION AVEC LA COMMISSION COUVRANT TOUS
LES POINTS LITIGIEUX, A POURSUIVI SES DELIBERATIONS. DES
PROGRES ONT ETE REALISES MAIS AUCUNE DECISION N'ETAIT POSSIBLE
AVANT UN EXAMEN APPROFONDI DE CERTAINS POINTS EN LITIGE ET DES
IMPLICATIONS FINANCIERES.

Western Union

International Telex

International Telex

International Telex

International, Inc.

LA COMMISSION A FAIT PART DE NOUVELLES ESTIMATIONS POUR LE COUT DE L'ACTION COMMUNautaire ENVISAGEE SOIT 1.865 MIO US POUR LA PERIODE 1986-90 (CE CHIFFRE NE TIENT PAS COMPTE DES PIM, NI DE LA POURSUITE DES ACTIONS EXISTANTES, NI DES MESURES STRUCTURELLES PROPOSEES DANS LE SECTEUR DU VIN). LE CONSEIL 'ECO-FIN' A EU UN PREMIER ECHANGE DE VUES SUR CE FINANCEMENT FUTUR.

C) HUILE D'OLIVE
UN ACCORD DE PRINCIPE EST INTERVENU PERMETTANT A LA COMMISSION DE MODIFIER, SELON LA PROCEDURE DU COMITE DE GESTION, LE PRIX REPRESENTATIF DE MARCHÉ, DONC DE L'AIDE A LA CONSOMMATION, EN CAS DE MODIFICATIONS SENSIBLES EN COURS DE CAMPAGNE.

D) SECTEUR LAITIER
DEVANT LES DIFFICULTES RENCONTREES PAR CERTAINS ETATS MEMBRES POUR LA MISE EN OEUVRE DU SUPER-PRELEVEMENT, UNE GRANDE MAJORITE DES DELEGATIONS A INVITE LA COMMISSION A PRENDRE LES DISPOSITIONS NECESSAIRES AFIN DE REPORTER JUSQU'AU 15 FEVRIER 1985 LA PERCEPTION DES AVANCES AU TITRE DES TROIS PREMIERS TRIMESTRES D'APPLICATION (AVRIL-DECEMBRE 84).

E) AIDE ALIMENTAIRE ET POLITIQUE AGRICOLE
LE CONSEIL A PRIS NOTE AVEC SATISFACTION DES MESURES D'URGENCE PRISES PAR LA COMMISSION AINSI QUE DES INITIATIVES PRISES SPONTANEMENT PAR CERTAINES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DES ETATS MEMBRES POUR AIDER LES PAYS LES PLUS FRAPPEES PAR LA FAMINE, NOTAMMENT L'ETHIOPIE ET LES PAYS DU SAHEL. IL EST CONVENU DE POURSUIVRE SES TRAVAUX EN DECEMBRE AFIN DE DEFINIR DE QUELLE MANIERE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE POURRAIT CONTRIBUER A UNE MEILLEURE APPLICATION DE LA POLITIQUE D'AIDE ALIMENTAIRE.

AUPARAVANT LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE AVAIENT ENTENDU UN LONG EXPOSE DE M. PISANI SUR LES NOUVELLES DISPOSITIONS CONVENUES AVEC LES ACP EN MATIERE DE 'PRODUITS AGRICOLES DISPONIBLES' ET LE SOUCI DE LA COMMISSION DE REAPPRECIER LES RELATIONS ENTRE LES DEUX POLITIQUES COMMUNES DANS UNE VISION A LONG TERME QUI TIENNE COMPTE DU DEFICIT STRUCTUREL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT.

2.2 CONSEIL 'ENERGIE' (13 NOVEMBRE)

THIS LAST MEETING OF THE ENERGY COUNCIL IN 1984 PROVIDED THE OCCASION TO TAKE STOCK OF THE ENERGY SITUATION IN THE COMMUNITY, TO CONSOLIDATE COMMITMENTS TO FURTHER PROGRESS AWAY FROM OIL AND TO OPEN USEFUL DEBATES ON A NUMBER OF OUTSTANDING

ENERGY POLICY ISSUES. IN ADDITION, THE COUNCIL REACHED AGREEMENT ON THE COMMUNITY'S HYDROCARBON TECHNOLOGY PROGRAMME FOR 1984.

ON THE SHORT-TERM, FOR THE FIRST TIME SINCE 1979, ENERGY AND OIL CONSUMPTION IN THE COMMUNITY IS RISING AND IS EXPECTED TO DO SO NEXT YEAR. THIS IS NO CAUSE FOR CONCERN IN ITSELF, BUT UNDERLINE THE IMPORTANCE OF CONTINUING ATTENTION TO ENERGY POLICY AT NATIONAL AND AT COMMUNITY LEVEL.

ON THE BASIS OF A COUNTRY-BY-COUNTRY ANALYSIS OF MEMBER STATES' ENERGY POLICIES, COUNCIL REACHED POSITIVE CONCLUSIONS ON THE PROGRESS AWAY FROM OIL THAT HAS BEEN MADE AND ON THE IN-DEPTH EVALUATION EXERCISE ITSELF, WHICH IS NOW TO BE REPEATED REGULARLY (EVERY 2-3 YEARS). THE COUNCIL ALSO CLEARED THE WAY FOR DISCUSSIONS NEXT YEAR ON NEW COMMUNITY ENERGY OBJECTIVES FOR THE LONG TERM.

THE COUNCIL REACHED AGREEMENT ON A DETAILED REGULATION ON ENERGY SAVINGS WHICH REFLECTS A CLEAR COMMITMENT BY ALL MEMBER STATES TO PURSUE THEIR EFFORTS IN THIS FIELD, DESPITE THE RELAXED MARKET SITUATION AT PRESENT. IT ALSO ESTABLISHES NEW GUIDELINES FOR FUTURE NATIONAL PROGRAMMES.

THE COUNCIL HAD A USEFUL FIRST READING DEBATE ON THE APPLICATION OF THE COMMUNITY'S ENERGY PRICING PRINCIPLES IN MEMBER STATES, AND A FURTHER DISCUSSION ON THE NATURAL GAS SUPPLY AND DEMAND OUTLOOK. IT ALSO REVIEWED THE MAJOR PROBLEMS ENCOUNTERED IN REACHING AGREEMENT ON A COMPREHENSIVE AND BALANCED POLICY FOR SOLID FUELS.

THE COUNCIL ALSO HAD AN EXCHANGE OF VIEWS ON THE ENERGY POLICY ASPECTS OF THE COMMISSION'S PROPOSALS TO REDUCE ATMOSPHERIC POLLUTION FROM LARGE COMBUSTION INSTALLATIONS AND VEHICLE EMISSIONS. THE ESSENCE OF THAT EXCHANGE WILL BE REPORTED TO THE MEETING OF THE ENVIRONMENT COUNCIL ON 6 DECEMBER.

FINALLY, THE COUNCIL APPROVED THE 1984 ROUND OF COMMUNITY HYDROCARBON TECHNOLOGY PROJECTS, INVOLVING COMMUNITY FINANCIAL SUPPORT OF 35 MECU. VICE-PRESIDENT DAVIGNON ANNOUNCED THAT THE COMMISSION WOULD BE SUBMITTING VERY SHORTLY NEW PROPOSALS IN THE FORM OF A MULTIANNUAL REGULATION.

2.3 QUESTIONS BUDGETAIRES

A) DISCIPLINE BUDGETAIRE

LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' A CONFIRME L'ACCORD REALISE LUNDI PAR LES MINISTRES DES FINANCES SUR LES MESURES NECESSAIRES POUR GARANTIR LA MISE EN OEUVRE EFFECTIVE DES CONCLUSIONS DU CONSEIL EUROPEEN DE FONTAINEBLEAU. IL EST A NOTER QUE CET ACCORD SE PRESENTE SOUS LA FORME DE 'CONCLUSIONS' QUI CONSTITUENT UN ENGAGEMENT DE NATURE POLITIQUE ET NON JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANT.

LA COMMISSION A MAINTENU SES RESERVES A L'EGARD DE CE QUI NE REPRESENTE ENCORE QU'UNE ORIENTATION UNILATERALE DU CONSEIL, EN ATTENDANT QU'ELLE AIT PU ETRE VERITABLEMENT CONCERTEE AVEC LE PARLEMENT QUI CONSTITUE L'AUTRE BRANCHE DE L'AUTORITE BUDGETAIRE. CE DIALOGUE INTERVIENDRA LE 21 NOVEMBRE AVEC LA PARTICIPATION -POUR LE CONSEIL- DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES.

B) BUDGET 1985

LE PARLEMENT A ACHEVE LA PREMIERE LECTURE DU PROJET DE BUDGET APRES AVOIR VOTE SUR QUELQUES 800 AMENDEMENTS.

LE PROJET RETENU SUIVIT DE PRES LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DU BUDGET EN AJOUTANT :

- 375 MIO ECU EN CREDITS DE PAIEMENT ET 750 MIO ECUS EN ENGAGEMENTS POUR LES DEPENSES NON OBLIGATOIRES.
- 1.300 MIO ECUS POUR LE FEOGA GARANTIE AFIN DE COUVRIR LES DOUZE MOIS DE 1985.

- 1.500 MIO ECUS POUR LES REMBOURSEMENTS AU ROYAUME-UNI ET A L'ALLEMAGNE (QUI CORRESPONDENT AUX 1.000 MIO ACCORDES EN NET A

LE PROJET RETENU SUIVIT DE PRES LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DU BUDGET EN AJOUTANT :

- 375 MIO ECU EN CREDITS DE PAIEMENT ET 750 MIO ECUS EN ENGAGEMENTS POUR LES DEPENSES NON OBLIGATOIRES.
- 1.300 MIO ECUS POUR LE FEOGA GARANTIE AFIN DE COUVRIR LES DOUZE MOIS DE 1985.

- 1.500 MIO ECUS POUR LES REMBOURSEMENTS AU ROYAUME-UNI ET A L'ALLEMAGNE (QUI CORRESPONDENT AUX 1.000 MIO ACCORDES EN NET A FONTAINEBLEAU).

LE BUDGET VA MAINTENANT ETRE SOUMIS AU CONSEIL POUR UNE SECONDE LECTURE LE 29 NOVEMBRE ET RETOURNERA AU PARLEMENT POUR SA SESSION DE DECEMBRE.

2.4 AMIDON : NOUVEAU REGIME

LA COMMISSION PROPOSE AU CONSEIL UNE MODIFICATION FONDAMENTALE DU REGIME ACTUEL. LE SYSTEME FORFAITAIRE DE RESTITUTION A LA PRODUCTION POUR TOUT AMIDON PRODUIT DANS LA COMMUNAUTE SERA REMPLACE PAR UN REGIME LIMITANT LA RESTITUTION A L'AMIDON UTILISE DANS LE SECTEUR NON PAC ('NON PROTECTED'). UNE FIXATION MENSUELLE DE LA RESTITUTION PERMETTRA A L'AMIDONNERIE DE S'APPROVISIONNER EN MATIERE PREMIERE AU PRTX MONDIAL POUR LES UTILISATIONS NON PROTEGEES.

3. ELARGISSEMENT

3.1 PREPARATION CONFERENCES MINISTERIELLES

LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' A LONGUEMENT DELIBERE A NOUVEAU NOTAMMENT DES PROBLEMES DE LA PECHE ET DE L'AGRICULTURE, (MECANISME COMPLEMENTAIRE APPLICABLE AUX ECHANGES AVEC L'ESPAGNE).

LA PRESIDENCE A FAIT ETAT DE PROGRES SIGNIFICATIFS ET EXPRIME SA VOLONTE D'INTENSIFIER LES REUNIONS ET LES CONTACTS A TOUS LES NIVEAUX EN VUE DE PREPARER LES NEGOCIATIONS 'NON STOP' PREVUES A LA FIN DE CE MOIS. DANS CETTE PERSPECTIVE, OUTRE LES CONTACTS DE LA PRESIDENCE ET DE LA COMMISSION AVEC LES PAYS CANDIDATS QUI ONT COMMENCE DES MERCREDI, UN COREPER AVEC LA PARTICIPATION DE HAUTS FONCTIONNAIRES DEVRAIT AVOIR LIEU LA SEMAINE PROCHAINE ET UNE NOUVELLE REUNION SPECIALE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES EST PREVUE POUR LE MARDI 20 NOVEMBRE.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 COOPERATION POLITIQUE

LORS DE LEUR DINER A BRUXELLES LE 12 NOVEMBRE, LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ONT ADOPTE LA DECLARATION SUIVANTE SUR LE CHILI :

'THE TEN DEPLORE THE INCREASE OF VIOLENCE IN CHILE. THEY ARE FIRMLY CONVINCED THAT THE DIALOGUE BETWEEN THE CHILEAN GOVERNMENT AND THE DEMOCRATIC OPPOSITION IS THE WAY TO ACHIEVE A CONSENSUS IN THE COUNTRY. THEY STRONGLY DENOUNCE THE ABANDONMENT OF THAT DIALOGUE IN FAVOUR OF MEASURES WHICH SERIOUSLY PREJUDICE FUNDAMENTAL INDIVIDUAL LIBERTIES CONTAINED IN THE UNITED NATIONS DECLARATION OF HUMAN RIGHTS.

THE PROCLAMATION OF A STATE OF SIEGE DEPRIVES CHILEAN CITIZENS, INTER ALIA, OF THE PROTECTION OF THE JUDICIAL SYSTEM AS WELL AS OF A TRANSITION TO PLURALISTIC DEMOCRACY.

THE TEN EXPRESS THEIR PROFOUND CONCERN ABOUT THIS SITUATION AND ITS VICTIMS AND EXPRESS THEIR CONVICTION OF THE NECESSITY FOR THE ESTABLISHMENT, AT THE EARLIEST POSSIBLE MOMENT, OF ALL DEMOCRATIC LIBERTIES IN THE COUNTRY.

Telex

WUWI

Western Union International, Inc.

WUWI

International T

International Telex

Western Union International, Inc.

THE TEN ARE ALSO CONCERNED AT THE RESTRICTIONS WHICH THE CHILEAN GOVERNMENT HAS PLACED ON THE RETURN TO THEIR COUNTRY OF A VERY LARGE NUMBER OF CHILEANS. THEY HOPE THAT THE CHILEAN GOVERNMENT WILL RECONSIDER ITS POLICY ON THIS MATTER AND REVIEW THE CASES OF THOSE CITIZENS FORBIDDEN TO RETURN TO CHILE''.

4.2 NEGOCIATIONS LOME III

LE CONSEIL A REPRIS LA QUESTION DU VOLUME FINANCIER DU 6EME FED MAIS, APRES DE LONGUES DISCUSSIONS, LES MINISTRES, QUI ETAIENT PARVENUS A UN ACCORD DE PRINCIPE SUR UNE AUGMENTATION DE L'OFFRE, N'ONT PAS PU CONCLURE SUR LA QUESTION DE LA CLE DE REPARTITION ENTRE LES ETATS MEMBRES LIEE A L'ELARGISSEMENT. LA QUESTION SERA REEXAMINEE LORS DU CONSEIL AFFAIRES ETRANGERES DE LA SEMAINE PROCHAINE QUT DEVRA EGALEMENT FINALISER LA PROPOSITION DE LA COMMISSION RELATIVE AUX DROITS DE L'HOMME.

4.3 CHYPRE

A JOINT EIB/COMMISSION DELEGATION HELD DISCUSSIONS WITH THE CYPRIOT AUTHORITIES ON 9-14 NOVEMBER CONCERNING THE IMPLEMENTATION OF THE 2ND FINANCIAL PROTOCOL WHICH PROVIDES FOR ASSISTANCE OF 44 MECU OVER A 5-YEAR PERIOD. A FULL APPRAISAL OF THE SOUTHERN CONVEYOR WATER SUPPLY PROJECT TOOK PLACE, FOR WHICH 33.6 MECU HAVE BEEN PROVISIONALLY EARMARKED. IN ADDITION, DISCUSSIONS WERE HELD ON THE NICOSTA SEWERAGE PROJECT (3.6 MECU ALLOCATED) AND AN ELECTRICITY PROJECT (2.8 MECU ALLOCATED).

4.4 COMMISSION MIXTE CEE-ROUMANIE

LA 4EME COMMISSION MIXTE CEE-ROUMANIE S'EST REUNIE LES 8 ET 9 NOVEMBRE A BUCAREST SOUS LA PRESIDENCE DU VICE-PRESIDENT HAFERKAMP ET DU MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR, M. PUNGAN.

LES DEUX PARTIES ONT ADOPTE UNE SERIE DE RECOMMANDATIONS VISANT A STIMULER LES ECHANGES ENTRE LA ROUMANIE ET LA CEE. LA COMMISSION RECOMMANDERA AU CONSEIL L'AUGMENTATION D'UN CERTAIN NOMBRE DE QUOTAS (72) ET L'ELIMINATION DE JURE OU DE FACTO DE QUELQUES RESTRICTIONS A L'IMPORTATION (19). LA DELEGATION ROUMAINE RECOMMANDERA, POUR SA PART, A SES AUTORITES D'ASSURER UNE CERTAINE FLEXIBILITE EN MATIERE DE COMPENSATION (COUNTERTRADE) ET UNE MEILLEURE INFORMATION QUANT AUX POSSIBILITES OFFERTES PAR LE MARCHE ROUMAIN ET DE DEVELOPPER LES IMPORTATIONS ORIGINAIRES DE LA COMMUNAUTE A UN RYTHME NON INFERIEUR A CELUI DE SES IMPORTATIONS DES AUTRES PARTIES CONTRACTANTES DU GATT.

LES DEUX PARTIES ONT CONVENU D'INTENSIFIER LES DISCUSSIONS AU NIVEAU DES EXPERTS QUANT A L'EVENUELLE NEGOCIATION D'UN ACCORD DE COOPERATION.

LA COMMISSION A, AU COURS DE LA REUNION, FAIT PART DE SES PREOCCUPATIONS QUANT AU DESEQUILIBRE CROISSANT DES ECHANGES DE LA COMMUNAUTE AVEC LA ROUMANIE ET INSISTE SUR LE FAIT QUE L'APPROFONDTSSEMENT DES RELATIONS DEPENDAIT LARGEMENT D'UNE REPRISE DES EXPORTATIONS COMMUNAUTAIRES VERS CE PAYS.

4.5 RELATIONS CEE/PAYS DU GOLFE

UNE DELEGATION DE LA COMMISSION CONDUITE PAR M. LOEFF S'EST RENDUE A BAHREIN LES 7 ET 8 NOVEMBRE AFIN D'ETABLIR LES PREMIERS CONTACTS INFORMELS AVEC DES REPRESENTANTS DU CONSEIL DE COOPERATION DU GOLFE. LE BUT DE CES CONTACTS ETAIT D'EXPLORER ET DE PREPARER LA POSSIBILITE DE LANCER DES NEGOCIATIONS FORMELLES CONCERNANT UN ACCORD DE COOPERATION.

UNE PROCHAINE REUNION, DU MEME TYPE, AURA LIEU A BAHREIN EN JANVIER 1985 EN PRESENCE D'EXPERTS.

4.6 COMITE COOPERATION CEE-MAROC

LE COMITE A TENU A RABAT, LE 10 NOVEMBRE, SA TROISIEME REUNION SOUS LA PRESIDENCE DE LA COMMUNAUTE.

LA DELEGATION DE LA COMMUNAUTE A ETE RECUE, AVANT LA REUNION, PAR M. GUESSOUS, MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME, QUI A FAIT UNE DECLARATION SUR L'AVENIR DES RELATIONS ENTRE LE MAROC ET LA COMMUNAUTE DANS LA PERSPECTIVE DE L'ELARGISSEMENT.

PARMI LES PRINCIPAUX POINTS A L'ORDRE DU JOUR DU COMITE FIGURAIENT : LA COOPERATION COMMERCIALE, LA COOPERATION ECONOMIQUE, TECHNIQUE ET FINANCIERE, LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DE LA MAIN D'OEUVRE ET L'ELARGISSEMENT.

LE CONSEIL DE COOPERATION DEVRAIT SE TENIR DEBUT 1985, A UNE DATE A DETERMINER.

4.7 SUCRE ACP : NOUVELLES ALLOCATIONS

LE PROTOCOLE PREVOIT QUE LA COMMISSION PEUT DECIDER QUE SI UN ETAT ACP EXPORTATEUR NE LIVRE PAS LA TOTALITE DE LA QUANTITE DE SUCRE CONVENUE CETTE QUANTITE FERA L'OBJET D'UNE NOUVELLE ALLOCATION ENTRE LES AUTRES ETATS CONCERNES.

PAR DECISION DU 7.9.84 LA COMMISSION A DECIDE DE REDUIRE, A PARTIR DU 1ER JUILLET 1984, DE 25.500 TONNES LA QUANTITE CONVENUE POUR TRINIDAD ET TOBAGO.

LE 12 NOVEMBRE, LA COMMISSION A DECIDE DE PROCEDER A UNE NOUVELLE REPARTITION DE CES 25.500 TONNES. UNE CONSULTATION AVEC LES ETATS ACP EST PREVUE POUR LE 28 NOVEMBRE.

4.8 CREDITS A L'EXPORTATION

A SA REUNION DU 12 NOVEMBRE, LE CONSEIL 'ECO/FIN' A RENVOYE LES DEUX DOSSIERS (PROPOSITIONS DE MANDAT POUR LES AVIONS ET LES CREDITS D'AIDE LIEE) AU COREPER POUR APPROFONDIR CERTAINS ASPECTS TECHNIQUES. LE COREPER A ETE CHARGE DE FAIRE RAPPORT SI POSSIBLE AVANT LA FIN DE CE MOIS.



4.9 AIDES AUX PVD N.C. ASSOCIES

LA COMMISSION A TENU A MARQUER, DANS UNE NOTE A LA PRESSE ACCREDITEE (NOTE IP-84/399), LE FRANCHISSEMENT DU NIVEAU DE UN MILLIARD D'ECUS REPRESENTANT LES ENGAGEMENTS FINANCIERS CUMULES A CE JOUR DEPUIS L'INSTITUTION DE CETTE FORME D'AIDE COMMUNAUTAIRE EN 1976.

4.10 OECD : NORTH-SOUTH GROUP (30-31 OCTOBER)

THE GROUP CONSIDERED THREE MAIN SUBJECTS : STATE OF THE NORTH-SOUTH DIALOGUE, REFORM OF UNCTAD AND ROLE OF THE OECD NORTH-SOUTH GROUP. THE COMUNITY MADE STATEMENTS ON EACH OF THESE ITEMS.

THE GROUP NOTED THE MORE REALISTIC MOOD PREVAILING AMONG THE DEVELOPING COUNTRIES AT RECENT NORTH-SOUTH GATHERINGS (E.G. UNIDO IV). IT WAS RECOGNIZED THAT ONE PHASE OF THE DIALOGUE WAS COMING TO AN END AND THAT A NEW PHASE WOULD BEGIN WITH THE ORGANIZATION OF THE IMF/IBRD DEVELOPMENT COMMITTEE EXTENDED MEETING ON DEBT AND DEVELOPMENT IN THE SPRING OF 1985.

ON THE REFORM OF UNCTAD THE GROUP EXPRESSED ITS SATISFACTION WITH THE WORK BEING DONE BY GROUP B IN GENEVA BUT CONCLUDED THAT THERE WAS NOW A NEED TO CARRY THE DISCUSSION FORWARD TO INCLUDE OTHER GROUPS. THERE REMAINED A DIFFERENCE IN APPROACH BETWEEN THE UNITED STATES WHO SAW THE ROLE OF UNCTAD AS BEING THAT OF A TALKING SHOP AND SOME OTHER DELEGATIONS WHO WERE PREPARED TO SEE UNCTAD CONTINUING TO HAVE A NEGOTIATING ROLE.

THE GROUP SAW ITS FURTHER ROLE INTER-ALIA AS CONTINUING TO PREPARE FORTHCOMING NORTH-SOUTH EVENTS. IT WAS FELT THAT THE GROUP SHOULD PROVIDE A SIGNIFICANT INPUT FOR THE EXTENDED MEETING OF THE DEVELOPMENT COMMITTEE ALTHOUGH IT COULD NOT ASSIGN ITSELF A PREDOMINANT ROLE IN THE PREPARATIONS.

5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES

5.1 COMMISSION : VICE PRESIDENCE

LES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES ONT NOMME M. EDGARD PISANI VICE-PRESIDENT DE LA COMMISSION POUR LA PERIODE ALLANT JUSQU'AU 5 JANVIER 1985 INCLUS, EN REMPLACEMENT DE M. FRANCOIS-XAVIER ORTOLI, DEMISSIONNAIRE AVEC EFFET AU 26 OCTOBRE 1984.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B
VIA WUI A